



**Par courriel**

[wp-sekretariat@seco.admin.ch](mailto:wp-sekretariat@seco.admin.ch)

Secrétariat d'État à l'économie SECO  
Direction de la politique économique  
Holzikofenweg 36  
3003 Berne

Berne, 09.09.2022

**Loi fédérale sur l'examen des investissements étrangers**

Madame, Monsieur,

Notre commission extraparlamentaire s'est penchée, lors de sa séance du 30 juin 2022, sur l'avant-projet de loi fédérale sur l'examen des investissements étrangers. Nous remercions M. Marc Zahner de votre office d'avoir participé à notre réunion et de nous avoir présenté les contours du projet mis en consultation.

Les membres du Forum PME sont opposés à la mise en place d'un contrôle des investissements étrangers en Suisse. Comme l'ont montré les résultats de l'analyse d'impact de la réglementation<sup>1</sup>, un tel mécanisme induirait des coûts élevés pour les propriétaires des sociétés potentiellement concernées. Elles devraient en outre s'attendre à des pertes de valeur. Les entreprises de taille moyenne seraient dans ce contexte les plus pénalisées. La mise en place d'un examen entraînerait par ailleurs de nombreuses incertitudes juridiques. Les risques de contournement du dispositif seraient au demeurant relativement élevés.

Les coûts de la réglementation ne seront, dans ces circonstances, pas suffisamment compensés par des avantages clairs en matière de politique de sécurité. Les conditions définies par le Parlement, lors des débats portant sur la motion [18.3021](#) Rieder, ne seront ainsi pas remplies (exigence d'une grande sécurité juridique, etc.).

Il s'agit, de l'avis des membres du Forum PME, de renoncer à la mise en place d'un mécanisme lourd et peu efficace. L'instauration d'un examen des investissements réduirait par ailleurs le degré d'ouverture du marché suisse à la concurrence internationale et diminuerait l'attrait de notre pays pour les entreprises et les investisseurs. Cela aurait un impact négatif sur l'évolution de la productivité, de l'innovation et du marché du travail. Ces effets négatifs seraient susceptibles à terme d'affecter l'économie dans son ensemble.

---

<sup>1</sup> Voir : [RFA zur Einführung einer Investitionsprüfung](#), réalisée sur mandat du SECO par BSS Volkswirtschaftliche Beratung avec le concours de la Haute école zurichoise des sciences appliquées (ZHAW), mai 2022.

Nous vous remercions par avance de bien vouloir prendre en compte et faire mention de notre avis dans le rapport sur les résultats de la consultation.

Avec nos meilleures salutations.



Jean-François Rime  
Co-Président du Forum PME  
Industriel, représentant de l'Union  
suisse des arts et métiers

Copie à : Commissions de l'économie et des redevances du Parlement